



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 4 décembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2005	2
L'endettement total des entreprises canadiennes a crû pour une deuxième année consécutive en 2005. Les grandes entreprises, c'est-à-dire celles dont le crédit autorisé est supérieur à 5 millions de dollars, ont été à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation.	
Étude : Les cartes-cadeaux chez les détaillants, 2003 à 2005	5
Étude : Incidence de la concurrence sur le rendement des entreprises, 2000 et 2001	6
Origine et destination des passagers empruntant des vols réguliers entre le Canada et les États-Unis, 2004	6
Acier en formes primaires, données hebdomadaires, semaine se terminant le 25 novembre 2006	7
Centrales d'énergie électrique, 2005	7

Nouveaux produits



Communiqués

Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises

2005

L'endettement total des entreprises canadiennes a crû pour une deuxième année consécutive en 2005. Les grandes entreprises, c'est-à-dire celles dont le crédit autorisé est supérieur à 5 millions de dollars, ont été à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation.

Les fournisseurs commerciaux de financement, notamment les banques, les sociétés de financement et les sociétés d'assurances, ont déclaré que leurs clients canadiens leur devaient un montant estimatif de 411,5 milliards de dollars, soit 10,7 % de plus qu'en 2004.

Le nombre de prêts aux entreprises, totalisant 1,97 million de dollars, a aussi crû de 78 000 ou de 4,1 % depuis 2004.

La dette a été essentiellement sous forme de prêts, de prêts hypothécaires et de marges de crédit. La faiblesse passée des taux d'intérêt, le prix croissant des produits de base et l'augmentation des dépenses d'investissement ont stimulé les besoins de financement des entreprises.

Plus des deux tiers de l'augmentation annuelle de l'encours de la dette a été attribuable aux entreprises ayant un crédit autorisé de plus de 5 millions de dollars. Leur endettement total a augmenté de 14,3 % en 2005 ou de 27 milliards de dollars environ. Dans l'ensemble, ces entreprises ont constitué un peu plus de la moitié de l'encours total de la dette.

Pour ce qui est du nombre de prêts, les entreprises ayant les plus importants montants autorisés ont accru ce nombre de 9,5 %.

À l'opposé, le nombre de prêts chez les entreprises dont les montants autorisés sont inférieurs à 1 million de dollars, soit généralement les petites et moyennes entreprises, a crû de 4,3 % seulement. Dans l'ensemble, l'encours de la dette des petites et moyennes entreprises s'est chiffré à 100,8 milliards de dollars en 2005.

Les banques dominent en ce qui a trait au financement par emprunt, mais leur part de marché fléchit

Les banques canadiennes ont continué d'être les plus importants fournisseurs de financement par emprunt aux entreprises. En 2005, leur encours de

Note aux lecteurs

Statistique Canada mène l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises de concert avec Industrie Canada et le ministère des Finances dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises.

Parce que la majorité des fournisseurs de services de financement ne font pas le suivi de l'effectif de leurs clients, on leur a demandé de regrouper ces derniers en fonction du montant autorisé, c'est-à-dire le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter. Le montant autorisé est utilisé dans la présente enquête en tant que variable de substitution de la taille de l'entreprise faute d'indicateurs de l'effectif.

L'enquête a été fondée sur un recensement d'entreprises dans certaines branches du secteur financier et de la location à bail, y compris les entreprises publiques, ayant un actif de 5 millions de dollars ou plus. Sont exclus de l'enquête les programmes des administrations publiques, les organismes privés sans but lucratif, les fournisseurs de financement étrangers et informels, tels que les «investisseurs providentiels» et les membres de la famille.

financement par emprunt aux entreprises canadiennes s'est élevé à 210 milliards de dollars, en hausse de 7,1 %, ou de près de 14 milliards de dollars, depuis 2004.

Fournisseurs de services de financement aux entreprises

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^r	2005
	part du marché en %					
Banques canadiennes	57	56	55	53	53	51
Autres banques	12	11	11	11	12	12
Coopératives de crédit, caisses populaires	7	8	9	10	10	10
Sociétés de financement	10	11	12	12	13	14
Gestionnaires de portefeuille, sociétés de capital de risque, fonds financiers	2	3	3	2	2	2
Sociétés d'assurances	12	11	11	11	10	10

^r révisé

Les banques canadiennes détenaient un peu plus de la moitié (51 %) du marché canadien du financement des entreprises, soit un léger fléchissement par rapport au taux de 53 % enregistré en 2004. La part du marché détenue par les banques a connu une régression progressive depuis le lancement de l'enquête en 2000.

Les sociétés de financement (y compris les entreprises publiques) ont déclaré la plus importante augmentation du financement par emprunt consenti

aux entreprises canadiennes, soit 22,6 %. Leur part du marché du financement des entreprises s'est accrue, s'établissant à 14 %.

L'endettement des entreprises progresse dans toutes les provinces et tous les territoires

Les entreprises dans toutes les provinces et tous les territoires ont vu le montant de leur dette active s'accroître en 2005.

Les taux d'accroissement ont varié entre 1,7 % chez les entreprises à Terre-Neuve-et-Labrador et 17,0 % au Nunavut, et 16,7 % en Saskatchewan.

Plus de la moitié des provinces et des territoires ont affiché un taux de croissance de la dette active de 10 % ou plus.

L'encours de la dette des entreprises en Ontario s'est chiffré à 163,8 milliards de dollars, en hausse de 8,9 % par rapport à 2004. Les entreprises ontariennes ont représenté environ 40 % de la dette active totale des entreprises.

L'encours de la dette des entreprises, par province et territoire

	2004 ^r	2005	2004 à 2005 variation en %
	en millions de dollars		variation en %
Terre-Neuve-et-Labrador	2 873,4	2 920,9	1,7
Île-du-Prince-Édouard	1 581,9	1 722,4	8,9
Nouvelle-Écosse	8 531,5	9 758,3	14,4
Nouveau-Brunswick	6 022,1	6 592,3	9,5
Québec	72 943,3	80 242,9	10,0
Ontario	150 382,1	163 757,5	8,9
Manitoba	13 409,9	14 556,7	8,6
Saskatchewan	12 598,9	14 700,7	16,7
Alberta	53 302,2	61 271,0	15,0
Colombie-Britannique	49 194,9	55 076,7	12,0
Yukon	243,9	273,1	12,0
Territoires du Nord-Ouest	426,1	453,2	6,4
Nunavut	139,8	163,5	17,0
Total, Canada	371 650,1	411 489,2	10,7

^r révisé

Première hausse en cinq ans de la dette du secteur de la fabrication

L'endettement des entreprises a beaucoup fluctué dans l'ensemble des industries en 2005.

Le secteur de la fabrication ainsi que le secteur des services immobiliers, locatifs et de location à bail ont chacun constitué environ 13 % de l'encours total de la dette en 2005, soit la proportion la plus élevée. En outre, les entreprises du secteur de l'agriculture ont représenté 11 % de l'endettement total.

Les fabricants ont accru leur endettement de 17,2 %, lequel s'est chiffré à 53,5 milliards de dollars. Cette hausse fait suite à quatre années

consécutives de baisse de l'endettement actif. Divers facteurs peuvent avoir influé sur l'endettement total des fabricants canadiens, y compris la vigueur de la devise canadienne qui a réduit les recettes d'exportation, de même que les frais de carburant élevés, la forte concurrence étrangère, la demande fluctuante des consommateurs et les décisions des fabricants d'accroître les dépenses d'investissement.

L'endettement des entreprises dans le secteur des services immobiliers, locatifs et de location à bail s'est élevé à un peu moins de 52,1 milliards de dollars, en hausse de 14,0 %.

L'encours de la dette des industries agricoles s'est chiffré à 46,5 milliards de dollars en 2005, en hausse de 6,3 %.

L'encours de la dette des entreprises, par industrie

	2004 ^r	2005	2004 à 2005 variation en %
	en millions de dollars		variation en %
Agriculture	43 727,0	46 469,6	6,3
Ensemble des autres industries primaires	24 848,6	25 531,4	2,7
Services publics	8 149,9	8 397,0	3,0
Construction	25 034,9	28 419,8	13,5
Fabrication	45 669,1	53 503,8	17,2
Commerce de gros	14 367,3	16 800,8	16,9
Commerce de détail	34 427,2	38 810,2	12,7
Transports et entreposage	16 186,1	18 340,1	13,3
Information et culture	6 722,4	7 582,9	12,8
Finance et assurances	34 401,6	32 941,6	-4,2
Services immobiliers, locatifs et de location à bail	45 685,3	52 098,6	14,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	10 914,2	12 495,1	14,5
Éducation et santé	12 641,5	14 227,4	12,5
Divertissement et hébergement	16 164,0	17 702,0	9,5
Ensemble des autres industries, inconnu	32 711,0	38 169,0	16,7
Total, ensemble des industries	371 650,1	411 489,2	10,7
Industries du savoir	22 032,5	22 406,5	1,7

^r révisé

La croissance du crédit-bail est dominée par les sociétés de financement

La valeur totale du financement en crédit-bail en 2005 a crû de 23,6 % et a atteint 28,7 milliards de dollars. Ce sont surtout les sociétés de financement qui ont déclaré ces accroissements ainsi que des crédits-bails actifs de 17,9 milliards de dollars, en hausse de 25,7 %. Les sociétés de financement ont représenté 62 % de l'ensemble des crédits-bails en 2005.

Vous pouvez visiter notre site Web pour consulter les tableaux de données sommaires. Vous pouvez

également visiter le site Web d'Industrie Canada (<http://sme-fdi.ic.gc.ca>) pour consulter l'ensemble des tableaux.

**Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2514.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Tracy Hart au 613-951-4826 (tracy.hart@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

Étude : Les cartes-cadeaux chez les détaillants 2003 à 2005

Durant la période des fêtes de l'année dernière, 8 des plus grands détaillants canadiens sur 10 ont offert à leur clientèle la possibilité d'acheter des cartes-cadeaux, ce qui constitue une forte hausse en seulement deux années, selon une nouvelle étude.

À l'occasion de la période des fêtes de 2003, 53 % des grands détaillants avaient offert des cartes-cadeaux. Deux ans plus tard seulement, cette proportion avait gonflé pour atteindre 82 %.

Dans la présente étude publiée dans la série *Analyse en bref*, on examine l'évolution de l'offre des cartes-cadeaux chez un large éventail de grands détaillants.

Le groupe comprend les principaux détaillants du Canada dans les secteurs de l'alimentation, du vêtement, de l'ameublement, des appareils électroniques, des articles de sport et des marchandises diverses (y compris les grands magasins). La somme des ventes de ces détaillants représente environ 35 % de la totalité des ventes au détail annuelles, si l'on exclut les concessionnaires d'automobiles et de véhicules de plaisance.

L'augmentation la plus importante de la proportion de magasins offrant des cartes-cadeaux s'est produite dans les groupes de commerce qui ont été les plus lents à les adopter. Ceux-ci englobent les magasins de vêtements, qui comprennent les chaussures et les accessoires, les supermarchés et les autres magasins comme les pharmacies et les librairies.

Parmi les six groupes de commerce des grands détaillants qui ont fait l'objet de l'étude, ce sont les magasins de vêtements qui ont enregistré la plus forte croissance de la proportion de magasins offrant les cartes. Cette proportion a plus que doublé, passant de 36 % en 2003 à 79 % en 2005.

La proportion de supermarchés ayant adopté les cartes-cadeaux a elle aussi augmenté, passant de 57 % en 2003 à 70 % en 2005.

Les magasins de vêtements et les supermarchés se trouvent toutefois loin derrière les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers, qui ont tous offert des cartes-cadeaux en 2005. La majorité des magasins de marchandises diverses les ont aussi offertes.

Il n'y a actuellement pas d'estimations de la valeur des ventes annuelles conclues avec des cartes-cadeaux. Cependant, les plus grands détaillants ont eu tendance à offrir les cartes-cadeaux plus rapidement.

Les magasins ayant adopté les cartes-cadeaux en 2003 ont affiché des ventes moyennes de 11,8 millions de dollars par magasin en 2005. Il s'agit de plus du double du volume moyen de 5,0 millions de dollars parmi le groupe qui n'offrait pas encore les cartes-cadeaux en 2005.

Même au sein d'un groupe de commerce donné, la taille a une incidence. Par exemple, les ventes annuelles moyennes enregistrées par des magasins de vêtements qui ont offert des cartes-cadeaux depuis 2003 ont atteint 2,0 millions de dollars par magasin en 2005. À l'inverse, les ventes enregistrées par ceux qui n'offraient pas encore de cartes-cadeaux en 2005 se sont chiffrées en moyenne à seulement 1,0 million de dollars par magasin.

L'étude jette aussi un coup d'oeil sur l'ensemble des détaillants enquêtés et non seulement sur les plus grands. Elle révèle que 55 % des ventes totales de décembre 2005 provenaient de magasins qui offraient les cartes-cadeaux.

Certains types de magasins ont été plus susceptibles que d'autres d'offrir des cartes-cadeaux. Au premier rang, on retrouvait les magasins de marchandises diverses dont 94 % des ventes de décembre 2005 ont été comptabilisées dans des magasins offrant ces cartes.

À l'autre extrême, seulement 4 % environ des ventes des concessionnaires de véhicules neufs, d'occasion ou de plaisance ont été attribuables aux magasins qui offraient des cartes-cadeaux.

La présente analyse découle de deux enquêtes supplémentaires spéciales de l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail. Cette enquête produit des données sur les ventes et le nombre de points de vente au détail, selon les provinces et les territoires, à partir d'un échantillon d'environ 10 000 groupes d'établissements de vente au détail, qui représentent environ 215 000 magasins.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 5027.

L'article analytique intitulé «Les cartes-cadeaux : un cadeau de choix» est maintenant offert en ligne dans la série *Analyse en bref* (11-621-MWF2006051, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au 613-951-3566, Division de la statistique du commerce. ■

Étude : Incidence de la concurrence sur le rendement des entreprises

2000 et 2001

Selon une nouvelle étude, les entreprises dont les activités sont effectuées dans des conditions plus marquées de concurrence attachent plus d'importance à l'amélioration de la qualité que les autres entreprises.

De plus, l'amélioration de la qualité a plus d'importance pour les entreprises de plus grande taille.

Dans cette étude, on se reporte aux données de 2001 de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés pour examiner si la concurrence que doivent affronter 4 732 entreprises influe sur leur comportement dans certains domaines.

Les aspects en question sont notamment les stratégies d'amélioration de la qualité des produits, les mesures de réduction des coûts et la nature des contrats et des incitations au rendement pour le personnel.

L'étude révèle que la concurrence a accru l'importance qu'ont accordé les entreprises à l'amélioration de la qualité et à la réduction des coûts, à la présence de contrats d'incitation et au nombre d'heures supplémentaires non rémunérées du personnel.

En outre, la concurrence a généralement influé plus sur ces trois variables dans les entreprises comptant plus de salariés ou de structures hiérarchiques, où les coûts de délégation, c'est-à-dire le coût des activités, ont constitué sans doute un enjeu de taille.

Ces effets se sont produits en séquence. En d'autres mots, la concurrence a augmenté l'importance qu'attachent les entreprises à l'amélioration de la qualité, ce qui se trouve à son tour en corrélation positive avec une plus grande dépendance à l'égard des contrats d'incitation, ceux-ci haussant enfin le niveau d'effort du personnel.

Les économistes ont longtemps maintenu que la concurrence est une source d'augmentation d'efficacité pour les entreprises. Lorsqu'une entreprise apporte de grands changements, c'est dans bien des cas en supposant que la concurrence réduit les coûts de délégation, tout en permettant d'aller chercher un effort et un rendement accrus chez les gestionnaires.

Jusqu'à présent, nos données microéconomiques à l'appui d'une telle hypothèse étaient nettement fragmentaires. Dans la présente étude, on éprouve véritablement la valeur de la concurrence en utilisant des données au niveau des entreprises. On découvre ainsi que, sur le marché des produits, la concurrence

peut être d'une incidence directe et définie sur les incitations de gestion.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2615.

Le document de recherche «Concurrence sur le marché des produits et coûts de délégation», qui fait partie de la *Mise à jour des études analytiques* (11F0019MIF2006287, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

D'autres études de la Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail peuvent être consultées à la page *Mise à jour des études analytiques* (11-015-XIF, gratuit), laquelle est accessible également à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Etienne de Bettignies au 604-822-8481 (bettignies@sauder.ubc.ca) ou avec René Morissette au 613-951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Origine et destination des passagers empruntant des vols réguliers entre le Canada et les États-Unis

2004 (données provisoires)

Un peu plus de 15,5 millions de passagers ont voyagé entre le Canada et les États-Unis en empruntant des vols réguliers en 2004, en hausse de 7,8 % par rapport à 2003 (14,4 millions de passagers). Les marchés se sont rétablis des effets du syndrome respiratoire aigu sévère et de la guerre en Iraq, et ont dépassé les niveaux observés en 2000.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2703.

La publication *Origine et destination des passagers aériens, rapport Canada - États-Unis*, 2004 (51-205-XIB, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Les données trimestrielles seront offertes dans la prochaine publication *Aviation : bulletin de service* (51-004-XIB, gratuite).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au 613-951-0141

(aviationstatistics@statcan.ca),
transports.

Division des
■

Acier formes primaires, moulages d'acier et fonte en gueuse; Écoulement des livraisons de produits de lingots et de laminages d'acier; Tuyaux et tubes en acier; et Fil d'acier et certains produits de fil métallique.

Acier en formes primaires, données hebdomadaires

Semaine se terminant le 25 novembre 2006 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 25 novembre a atteint 282 544 tonnes métriques, en hausse de 18,6 % par rapport à la production de 238 300 tonnes de la semaine précédente mais en baisse de 8,6 % comparativement à la production de 309 135 tonnes de la semaine correspondante en 2005.

Le total cumulatif au 25 novembre était de 14 134 320 tonnes, en hausse de 2,1 % comparativement aux 13 849 724 tonnes produites au cours de la même période en 2005.

Nota : La diffusion des données pour la semaine se terminant le 2 décembre 2006, dont la publication est prévue dans l'édition du 8 décembre 2006 du *Quotidien*, sera la dernière pour cette enquête, qui est abandonnée.

Les utilisateurs trouveront les données mensuelles et cumulatives annuelles sur la production d'acier dans la publication mensuelle *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XWF, gratuite), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Cette publication présente les résultats de quatre enquêtes mensuelles sur certains produits de l'industrie de la fabrication de l'acier au Canada. Ces enquêtes sont :

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2131.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Centrales d'énergie électrique 2005

Il est maintenant possible de connaître les données sur les centrales d'énergie électrique pour 2005. L'enquête fournit une liste des centrales d'énergie électrique au Canada et comprend le nom, le titre de propriété, l'année d'installation, la capacité de l'usine (en kilowatts), le type de combustible ou d'approvisionnement en eau et la source (hydroélectrique, vapeur, combustion interne, turbine à combustion, nucléaire, éolienne ou marémotrice).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-886-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques : documents de recherche : «Concurrence sur le marché des produits et coûts de délégation», n° 287
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2006287
(gratuit).

Analyse en bref : «Les cartes-cadeaux : un cadeau de choix», n° 51
Numéro au catalogue : 11-621-MWF2006051
(gratuit).

Documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural : Impact des caractéristiques des producteurs et de leur exploitation sur le succès financier des fermes porcines canadiennes, n° 80
Numéro au catalogue : 21-601-MIF2006080
(gratuit).

Origine et destination des passagers aériens : rapport Canada-États-Unis, 2004
Numéro au catalogue : 51-205-XIB
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 877 591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1997
Nouvelles 8h à 9h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général du 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.
Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.